



POLICY BRIEF

PB 20 - 40
Avril 2020

LE **COVID-19** : UN ACCÉLÉRATEUR DE CRISE, UN RÉVÉLATEUR D'INSUFFISANCE

Par Henri-Louis Védie

Le Covid-19 : un accélérateur de crise, un révélateur d'insuffisance

Henri-Louis Vedie

Résumé

La pandémie qui frappe l'économie mondiale est souvent imputée exclusivement au Coronavirus. L'objet de ce "Brief" est de rappeler qu'avant l'explosion de la pandémie, affectant, à des degrés divers, cinquante pour cent de la population mondiale, l'économie mondiale était déjà très fragilisée par la guerre commerciale que se livrent, depuis de longs mois, Américains et Chinois, et par la guerre pétrolière opposant Américains, Saoudiens et Russes. C'est, donc, dans un contexte très particulier que se développe cette pandémie, faisant du Covid-19 un accélérateur d'une crise dont il ne serait être le seul responsable, et un révélateur des insuffisances et des limites des politiques publiques de santé. La perte de souveraineté sanitaire, la gestion en flux tendu des biens sanitaires illustrent ces limites et ces insuffisances. Elles nous conduisent désormais à rechercher le juste équilibre entre la recherche d'une sécurité sanitaire absolue et la nécessité de préserver conjointement les conditions de la reprise économique, sous peine d'être confrontés à des morts économiques, en plus grand nombre, venant s'ajouter à ceux déjà trop nombreux du Covid-19.

Souvent, trop souvent, le Covid-19 est considéré aujourd'hui comme le seul responsable de la crise économique mondiale, sans précédent depuis 1945, qui se profile depuis le confinement atteignant 50% de la population mondiale. C'est vite oublier que depuis le début de l'année 2019, les indicateurs de croissance, tous pays confondus, de l'économie mondiale ont été, bien avant la pandémie du Coronavirus, revus à la baisse régulièrement chaque trimestre, par le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale (BM). En cause, la guerre commerciale que se livrent Américains et Chinois depuis de longs mois, entraînant le retour de barrières douanières, de taxes, de part et d'autre, freinant le commerce mondial, avec comme conséquence quasi mécanique un ralentissement de la croissance mondiale, rappelé par le FMI ou la Banque mondiale. Au début de l'année 2019, on estimait alors à 3,4% cette croissance. Fin 2019, cette croissance était corrigée à 3%, en recul de 0,4 point pour les raisons rappelées.

Depuis le début de l'année 2020, une autre guerre -pétrolière cette fois- va amplifier ce recul. Cette guerre va opposer, dans un premier temps, l'Arabie saoudite, qui en est à l'origine, et la Russie. L'objectif des Saoudiens est alors de réduire l'offre mondiale du brut, pour en freiner la chute des cours. Ce que va refuser la Russie, prétextant vouloir défendre ses parts de marché. Ce refus, outre qu'il sonne la fin d'OPEP +, va amener les Saoudiens à inverser leur stratégie, en augmentant, cette fois, leur production pour faire baisser les cours et punir l'ami russe d'hier. Le pari est gagné, et les cours chutent immédiatement, mettant alors en difficulté, cette fois, "l'ami américain". Début mars, les cours du brut sont divisés par trois, avant la mise en place du confinement, conduisant le

FMI et la Banque mondiale à réviser une fois encore leurs prévisions à la baisse de 0,4%. C'est, donc, dans un environnement économique mondial fragilisé, annonciateur de temps difficiles, que les premières conséquences du confinement vont transformer une crise sous contrôle, affectant les taux de croissance des principales économies de la planète de moins 1 à moins 3%, en une véritable pandémie économique, mettant à mal les prévisions les plus pessimistes du début mars. Désormais, FMI et Banque mondiale font état de taux de croissance négatifs compris entre 5% et...10/15% !

Si le Covid-19 apparaît bien un accélérateur de cette crise sans précédent, il ne serait, pour autant, en être ni le seul, ni le principal responsable (I). Par contre, il est incontestablement un révélateur d'insuffisance des politiques publiques, particulièrement dans le domaine de la santé, posant une question essentielle, celle de savoir jusqu'où faut-il aller dans le domaine de la prévention. (II)

I. Un amplificateur d'une crise sans précédent, pas l'unique responsable

Accélérateur de la crise, le Covid-19 l'est assurément. On rappellera, à ce propos, l'évolution des principaux indicateurs de cette crise, distinguant deux périodes : de janvier 2019 à mars 2020, d'une part, de celle qui commence en avril, d'autre part.

A- Une crise annoncée dès 2019

Cette crise est la conséquence de la guerre commerciale américano-chinoise, relayée, à partir de janvier 2020, par la guerre pétrolière que se livrent l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole (OPEP) /Arabie Saoudite, la Russie et les États-Unis. A l'origine de la première, Donald Trump et son administration et, de la seconde, l'Arabie Saoudite.

--La guerre commerciale opposant les États-Unis et la Chine va mettre à mal les prévisions du début 2019 concernant la croissance mondiale 2020. De par l'instauration de nouvelles barrières douanières et de nouveaux droits de douane imposés, non seulement à la Chine, mais aussi au Canada au Mexique et aux pays membres de l'Union européenne...l'administration Trump va générer, en retour, de nouvelles barrières douanières, de nouvelles taxes, de la part des pays concernés par les mesures américaines. Toutes ces mesures vont pénaliser lourdement le commerce mondial et, par voie de conséquence, la croissance mondiale. C'est ainsi que les prévisions du début de l'année 2019 vont être revues à la baisse pour les États-Unis/ -0,1%/ , pour la Chine/-0,3%, pour le Japon/- -0,5%, pour l'Espagne /-0 ,4% ...etc Même si d'autres pays vont voir leur croissance revue à la hausse, comme le Canada +0,3/, le Mexique + 0,9/, l'Afrique du Sud, + 0 ,4/ l'Inde +0,9/, le Nigeria +0 ,2/, la France +0,1 ...ce sont des hausses modestes, à l'exception de l'Inde et du Mexique. Globalement, le solde est de -0,4 point de croissance par rapport à la prévision de début d'année, 3% et non plus 3,4%.

--La guerre pétrolière qui va suivre va bien sûr amplifier cette tendance. Cette fois, à la manœuvre l'Arabie Saoudite qui va à la fois compliquer ses relations avec son allié américain , mais aussi avec la Russie, membre de l'OPEP +. Bilan de l'opération : un cours du baril qui va jusqu'à être divisé par trois et un accord a minima qui ne semble satisfaire personne, le cours du brut ayant beaucoup de mal à rebondir durablement au-dessus des 35 dollars.

Début mars, on estime alors/toujours FMI et Banque mondiale /que cette guerre pétrolière, tout en bénéficiant aux pays importateurs de l'or noir, pénalise encore le commerce et la croissance mondiaux. Particulièrement concernés par cette baisse, les pays producteurs exportateurs de pétrole n'ayant pas, ou trop peu, diversifié leur économie, comme le Nigeria, le Venezuela, l'Algérie... Fin mars, toujours avant le confinement, l'impact de cette guerre commerciale pétrolière sur la croissance mondiale est estimé, négativement encore à moins 0,4%.

Au total, entre janvier 2019 et mars 2020, les prévisions de la croissance mondiale ont été revues à la baisse, à hauteur de moins 0,8% passant, donc, de 3,4%, en janvier 2019, à 2,6% , en début mars 2020. C'est, donc, dans ce contexte particulier, d'une économie déjà très fragilisée par le retour à des barrières douanières et des taxes, d'une part, et par la guerre pétrolière, d'autre part, que vont se mettre en place les mesures de confinement dans la plupart des pays concernés par le Covid-19, dont la durée va être prolongée régulièrement, transformant une crise économique sous contrôle , en pandémie économique , qui l'est beaucoup moins.

B-Un Covid-19 aux conséquences transformant la crise économique en pandémie économique dans plus de 180 pays

Depuis avril 2020, les conséquences du Covid-19, faute de traitement approprié, de vaccins dont les effets auraient été de toute façon trop différés pour répondre à l'urgence de la situation, vont être celles du confinement, et de lui seul, pour une durée minimale de quatre à six semaines, pouvant atteindre et dépasser huit semaines. Ce confinement, certes indispensable, va toucher près de 50% de la population mondiale, entraînant la paralysie de toute activité économique, à l'exception de celle liée à la sécurité alimentaire et sanitaire, ajoutant à la pandémie sanitaire la pandémie économique touchant des milliards d'individus, à des degrés divers, répartis sur 184 pays.

Au niveau mondial, les locomotives de la croissance économique vont en subir très durement les conséquences :

--Aux États-Unis, le FMI prévoit désormais pour 2020 une récession de 5,9% et un chômage de 17%... Au cours du seul mois de mars, la production industrielle américaine recule de 5,4%, son plus fort repli depuis 1946, la baisse des ventes de détail atteint 8,7%. Déjà 22 millions d'Américains ont perdu leur emploi. Ajoutons à cela, que ces prévisions ne tiennent pas compte de la guerre pétrolière que se livrent Américains, Saoudiens et Russes, qui va les revoir encore à la baisse.

--En Chine, le PIB plonge de 6,8% au premier trimestre 2020, une contraction inédite depuis quarante ans. La baisse de la production industrielle atteint 11%, faisant suite à une baisse de 13,5% en janvier et février. Même constat pour les ventes de détail, en recul de 15,8% en avril, après le recul historique de 20,5% en janvier /février. Ce qui va conduire le FMI à prévoir une croissance chinoise ne devant guère dépasser 1% en 2020.

--En Russie, la guerre pétrolière et la chute de la demande, suite à la pandémie entraînant un ralentissement de l'économie mondiale, maintiennent les cours du baril à un niveau inférieur à celui nécessaire pour équilibrer le budget russe, très dépendant

des exportations des hydrocarbures, estimé à 42 dollars. Enfin, la pandémie sanitaire qui s'installe dans le pays n'a pas encore atteint un pic prévu en mai. C'est pourquoi, la Russie pourrait connaître une croissance négative en 2020 (Institut Montaigne), loin des 1,5 %, déjà peu brillant, annoncés début 2020.

--Au sein des l'Union européenne (UE), les prévisions faisant consensus font état d'une chute du PIB de 7,5%, en moyenne, avec des écarts selon les pays pouvant aller de -5% à - 10/12%.

Comme on peut le constater, les mesures de confinement imposées par le Covid-19 ont bien été un accélérateur exponentiel de crise, faisant passer les prévisions de la croissance mondiale de 3,4%, début 2019, à 2,6%, début mars 2020, pour aboutir à une chute de 3% mi- avril 2020, selon le FMI. Cette pandémie économique est, certes, liée au Covi-19. Pour autant, il ne faut surtout pas oublier que cette pandémie, comme en témoigne l'évolution de ces données, est d'abord la conséquence d'un confinement imposé par l'absence de tests, l'absence de masque, l'absence de respirateurs...etc.... révélatrice des insuffisances et des limites des politiques publiques de santé engagées depuis les dernières décennies.

II. Un révélateur d'insuffisances et de limites des politiques publiques de santé

Les politiques publiques avaient à minima, dans leur généralité, un double objectif : celui de veiller à l'indépendance des États dans des domaines stratégiques, comme la santé, le transport, l'énergie, l'éducation etc..., d'une part, et, d'autre part, de veiller à en assurer leur financement en dehors des lois du marché, permettant à toutes et à tous d'en bénéficier. Au cours du temps, elles vont progressivement déroger, pour partie, à ce qui faisait leur originalité et leur permettait d'avoir une efficacité reconnue.

Dans le cadre de cette étude, nous avons privilégié celles ayant trait à la santé publique, suite au Covid-19, qui est un révélateur de leurs insuffisances et de leurs limites dans les trois domaines suivants mis en évidence par la pandémie : celui de la perte de souveraineté nationale, d'une part, la gestion des stocks qui devait la garantir et, enfin, celui de la prévention sanitaire et de l'équilibre à trouver entre les contraintes économiques et la gestion du risque sanitaire.

A- Une perte totale d'indépendance sanitaire révélée au grand jour

Avec le Covid-19, on découvre que 80% des produits de base pour combattre la pandémie sont importés de Chine. Ainsi en est-il des masques, des tests, des respirateurs artificiels, des blouses médicales etc...C'est vrai pour l'Union européenne, mais aussi pour les États-

Unis, pour la Grande-Bretagne et pour beaucoup d'autre pays. Ce choix a permis à la Chine d'assumer un quasi-monopole de ce marché / 80% du marché /. Cette situation, on en connaît la raison, qui est d'accéder à des produits beaucoup moins chers, a pu fonctionner jusqu'au Covid-19, les épidémies se succédant n'ayant jamais conduit à la pandémie. Avec le Coronavirus, et sa rapidité de propagation, sa dangerosité croissante

et mortelle, on va découvrir, en quelques semaines, les conséquences dramatiques de cette perte de souveraineté sanitaire. Les masques et les respirateurs produits en Chine et destinés à l'exportation, pour grande partie, vont d'abord être destinés à combattre la pandémie qui n'était pas sous contrôle en Chine, retardant, de plusieurs semaines, leur exportation à destination de l'Europe, des États-Unis ...etc Avec les conséquences que l'on sait. Pire encore, on va assister à une surenchère en termes de prix, venant par exemple des États-Unis, pour bénéficier de masques destinés à l'Europe. Oubliée la guerre commerciale américano-chinoise, c'est le retour à un marché noir qui ne porte pas son nom. Dans le cas d'une épidémie normale, comme la grippe, cela n'aurait bien sûr pas eu les mêmes incidences. Mais, avec le Covid-19, nous ne sommes pas dans le cas d'une épidémie normale : aucune certitude quant à l'origine du virus, aucun traitement efficace à ce jour, aucun vaccin... , on est dans l'incertitude la plus totale, conduisant à recourir au confinement , avec les conséquences que l'on sait.

Cette perte de souveraineté sanitaire va aussi se traduire par des retards dans la mise en place des politiques de confinement, entraînant un allongement de ce dernier. Et l'on estime, aujourd'hui, que 15 jours de confinement c'est 1,5 point de croissance en moins, au minimum.

En cherchant à réduire le coût des biens sanitaires, en les important, on a tourné le dos à ce qui était pour un pays une force, celle de son indépendance sanitaire. Le Covid-19 nous le rappelle amèrement, mais utilement. Nul doute que l'après Coronavirus sera le retour à une souveraineté sanitaire. De quelle ampleur ? Nul ne le sait actuellement, car cela dépendra du pouvoir politique en place pour savoir où mettre le curseur dans la balance entre l'approche médicale, dominée par l'exigence de sécurité, et l'approche économie, qui conduit à rappeler qu'il y a aussi des morts économiques à éviter, en cas de confinement prolongé.

B- Un management à revoir dans la gestion des stocks de biens sanitaires

Outre la perte de souveraineté sanitaire, le Covid-19 va aussi révéler les limites de la gestion, en flux tendu, des stocks des biens destinés à assurer la sécurité sanitaire des pays importateurs. La pandémie va révéler des stocks totalement insuffisants de masques, de respirateurs, de tests etc...Et cette insuffisance va majorer les conséquences de la perte de souveraineté médicale que nous venons d'analyser. Imaginons que nous ayons eu en stock des centaines de millions de masques, nous aurions pu alors minimiser, dans un premier temps, les effets de cette perte de souveraineté. Ne les ayant pas eus, cela va, au contraire, en amplifier les conséquences dramatiques que nous avons rappelées. Cette insuffisance de stocks, voire leur inexistence, est la conséquence d'un management en flux tendu qui a fait ses preuves dans d'autres domaines, comme la production automobile, consistant à les réduire au minimum pour des raisons qui sont connues: les stocks coûtent cher, c'est de l'argent immobilisé qui aurait pu être utile ailleurs, l'obsolescence les guette pouvant les transformer en perte sèche . Là, encore, de tels arguments ne tiennent pas et ont montré leur limite avec le Covid-19. Et On rappellera à propos, l'expérience vécue en France en 2009, par la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, qui va faire le choix pour enrayer le virus H1N1, de la vaccination. Et pour cela, son administration va commander 90 millions de doses de vaccin anti H1N1, dont plus de la moitié ne sera pas utilisée, l'épidémie s'arrêtant plus tôt que prévu. En

2009, la ministre fut alors fortement critiquée pour ces choix, mettant la priorité de son action dans la prévention. Aujourd'hui, les critiques de 2009 n'hésitent pas à féliciter la ministre de ses choix de 2009 et appellent le ministre actuel, Olivier Veran, à en faire de même. Autre temps, celui de la pandémie, autres mœurs, notamment celui de la priorité à la prévention, mettant à mal la gestion en flux tendu des stocks de biens sanitaires.

C- Un nécessaire équilibre à trouver entre le médecin et l'économiste

Cet équilibre à trouver peut, aussi, se formuler autrement : jusqu'où aller dans le domaine de la prévention ? Dans un premier temps, fort logiquement, la priorité a été donnée à la lutte contre la pandémie, quoi qu'il en coûte, comme le martelait le Président Emmanuel Macron. Pour autant, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la fin du confinement, l'économiste retrouve le droit et le devoir de la parole, rappelant qu'il ne faut pas oublier qu'il peut aussi y avoir des morts économiques qui pourraient être plus nombreux que ceux du Covid-19, si le confinement perdurait au nom du seul principe d'une précaution absolue.

Prévention, précaution et risque sont inhérents à toute activité. Si gouverner, c'est prévoir et prévoir c'est anticiper, encore faut-il rappeler qu'il y a des cas où prévoir était impossible. Et avec le Covid-19, il était inimaginable, il y a trois mois, que ce virus réunirait simultanément tous les ingrédients d'une pandémie, se généralisant à l'échelle planétaire en deux mois. Par contre, gouverner c'est, aussi, assumer économiquement la prévention des risques majeurs de la société, comme ceux liés au sanitaire. A la différence de la médecine qui privilège l'exigence de sûreté, l'économie doit assumer le maintien d'un risque minimum, considérant que le risque zéro n'existe pas et que, à partir d'un seuil de sécurité élevé atteint, progresser dévient économiquement impossible, les dépenses nécessaires à engager pour y parvenir étant disproportionnées par rapport au résultat attendu. Pour l'économiste, la redistribution de la richesse produite doit se faire en tenant compte de l'analyse coût/avantage de la décision, ne privilégiant pas nécessairement l'exigence d'une sécurité totale, ou s'en rapprochant.

Appliquer ce principe de précaution à la gestion des stocks sanitaires si défaillante, c'est d'abord se poser la question de savoir si on est auto-suffisant ou si on les constitue à partir des marchés mondiaux.

-Être auto-suffisant, c'est avoir une politique industrielle souveraine, les produisant sur son propre territoire.

-Les constituer à partir des marchés mondiaux suppose des stocks suffisants, que l'on renouvelle régulièrement pour en éviter l'obsolescence et c'est, aussi, en diversifier la provenance, pour éviter d'être captif d'une seule source d'approvisionnement étrangère, comme ce fut le cas avec le Covid-19.

Demain, il faudra ne pas oublier les insuffisances des politiques de santé révélées par le Covid-19. Et pour cela, il faudra accepter qu'un risque minimal de santé soit assumé par les politiques, permettant à l'activité économique de les satisfaire. Il n'y aurait rien de pire que ne pas tirer les leçons de cette pandémie, en mettant à mal l'économie de la planète sous prétexte d'une exigence de sécurité impossible à réaliser et à financer.

CONCLUSION

Nous avons beaucoup parlé de l'année 2020 et peu évoqué 2021. Pour beaucoup d'experts, elle pourrait être celle du rebond, avec des taux de croissance de 5% et plus. Tout dépendra, bien sûr, des conditions dans lesquelles s'est effectué le déconfinement. Mais aussi de ce qui a été à l'origine du ralentissement de l'activité mondiale juste avant le Covid-19, à savoir les guerres commerciales et pétrolières dont nous avons analysé les conséquences.

---Concernant la guerre commerciale américano-chinoise, elle dépend, pour partie, de l'élection présidentielle américaine. J. Biden, qui était hors-jeu, il y a quelques semaines, ne l'est plus du tout aujourd'hui. Si cela se confirmait, cela serait favorable à la théorie du rebond à plus de 5%. C'est ce que disent d'une autre façon le FMI et l'OMC, en appelant à lever les restrictions commerciales.

---En ce qui concerne la guerre pétrolière, il y a peu de chances pour qu'elle s'arrête en 2021, les trois acteurs de cette crise ayant des intérêts contradictoires, deux par deux, qui laissent peu présager d'un rebond significatif des cours du baril.

Aujourd'hui, le sentiment général qui l'emporte est celui d'une Chine rebondissant plus vite que les États-Unis, ces derniers ayant été comme les pays de l'Union européenne durement impactés par la pandémie. En ce qui concerne le continent africain, il pourrait, heureusement, ne pas connaître la pandémie que nous avons connue en Europe. C'est une hypothèse forte et aussi un souhait que pour l'instant rien ne permet de confirmer ou d'infirmer.

À propos de l'auteur, **Henri-Louis Védie**

Docteur d'état ès sciences économiques (Paris Dauphine) et diplômé d'études supérieures de droit (Paris I), Henri-Louis VEDIE est Professeur émérite (Groupe HEC Paris). Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont les derniers ont été consacrés aux fonds souverains et à l'économie marocaine, d'une dizaine d'ouvrages collectifs, des dizaines d'articles, parfois en anglais, en espagnol et en arabe. Ces activités d'enseignement l'ont été principalement à HEC, mais l'ont conduit aussi à Moscou, à Varsovie, à Budapest, à Abou Dhabi, à Rabat... Henri Louis VEDIE a été également Consultant au Conseil de l'Europe et membre de section au Conseil Economique et Social.

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma